

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

L'«UNITÉ» SYNDICALE

Enfin la classe ouvrière était unie, et, après la joie délirante des premiers jours, il fallait réaliser pratiquement le contrat signé entre deux organismes qui, la veille encore, se combattaient avec acharnement. Les premières désillusions ne tardèrent pas à se manifester.

L'apport financier de la C.G.T.U. se traduisait par des dettes. L'immeuble de la rue de la Grange-aux-Belles et celui de l'avenue Mathurin-Moreau, appartenant à l'organisation ex-bolcheviste, étaient largement hypothéqués. Quant aux caisses, elles étaient littéralement vides: pas un sou, pas un centime.

Des murmures se firent entendre, mais, dans la crainte d'une nouvelle rupture des forces syndicales, on enraya, dans les milieux dirigeants, toute protestation, et l'on passa l'éponge sur cette escroquerie... matérielle. Allait-on se disputer, comme de vulgaires bourgeois, pour des basses questions d'argent? Allons donc! La classe ouvrière française était au-dessus de ces mesquineries. On n'en parla plus.

Mais, à côté de l'escroquerie... matérielle, on ne tarda pas à voir apparaître l'escroquerie... morale. Lorsque l'on fit le bilan des cartes respectivement délivrées au cours de l'année précédente par la C.G.T. et la C.G.T.U., on constata que le nombre des adhérents de la Confédération ex-bolcheviste était quasiment nul, et que la majorité des syndiqués était composée de syndiqués... chômeurs. La couleuvre était un peu plus grosse à avaler, mais pourtant la C.G.T. l'avalait, comme elle a tout avalé depuis. Les postes de direction furent cependant répartis à égalité entre les militants de la C.G.T. et de la C.G.T.U.

Moscou était donc solidement entré dans la place et Moscou allait travailler.

Nous semblons radoter lorsque nous répétons sans nous lasser que le bolchevisme a des buts précis, et que toute son action ouvrière et sociale est déterminée par la politique russe. Il faut le dire et le redire, pourtant, si nous voulons mettre un terme à l'œuvre de désagrégation sociale qui se poursuit impitoyablement, et si nous voulons enrayer cette politique criminelle dont la classe ouvrière française sera la première victime.

La manœuvre initiale du bolchevisme au sein de la C.G.T. reconstituée fut d'essayer d'ébranler la *Fédération syndicale internationale* à laquelle, outre la C.G.T., sont adhérentes les grandes fédérations ouvrières belges et les *Trades-unions* anglaises.

On sait, - ou l'on ne sait pas, - que la *Fédération syndicale internationale* est hostile au bolchevisme. Son président, sir Walter Citrine, ne cacha pas ses sentiments dans un ouvrage qu'il écrivit au retour d'un voyage en U.R.S.S. et qui eut un certain retentissement dans les milieux de gauche. Comment neutraliser cette force, sinon par le «*noyautage*» qui réussit si bien dans d'autres circonstances?

Mais il fallait une complicité pour préparer l'opération. La C.G.T. française, à demi bolchevisée après un an à peine d'unité syndicale, allait servir de pion sur l'échiquier international des Soviets.

Les syndicats russes demandèrent leur affiliation à la *Fédération syndicale internationale*, et cette demande fut naturellement appuyée par tout l'élément bolcheviste de la C.G.T. L'habileté est une des qualités maîtresses des staliniens. Ils prétextèrent que l'on ne pouvait pas éliminer de la grande famille ouvrière internationale 20 millions de travailleurs russes, et qu'il appartenait à la C.G.T. française réunifiée de soutenir la demande des travailleurs soviétiques.

Il serait puéril de s'imaginer que cet apport massif de 20 millions de membres russes pouvait être d'une quelconque utilité à la classe ouvrière mondiale. Les syndicats en U.R.S.S. ne sont pas libres; ils sont des organismes gouvernementaux, et le peuple russe y est soumis dans ses associations à une discipline plus

sévère que celle qui contrôle les groupements de travailleurs italiens ou allemands. Mais cette masse de 20 millions de membres, par le truchement de ses représentants, pouvait exercer une influence considérable au sein de la *Fédération syndicale internationale*, et ébranler les bastions britannique et belge qui résistent encore à la colonisation bolcheviste.

Dans tous les domaines, sur tous les terrains, la tactique des dirigeants bolchevistes reste la même. Pas plus que l'armée rouge ne peut être d'une efficacité appréciable pour les armées des démocraties qui semblent lier leur sort à celui de l'U.R.S.S., pas davantage, sur le plan des revendications du monde du travail, l'armée ouvrière russe ne peut aider en quoi que ce soit les travailleurs des pays qui bénéficient encore d'un peu de liberté. Mieux, nous préciserons notre pensée en disant que les organisations ouvrières russes, soumises au plus implacable des régimes totalitaires, travaillent à l'affaiblissement de la classe ouvrière mondiale.

Prenons un exemple entre mille. Durant la guerre éthiopienne, la classe ouvrière de France, d'Angleterre et de Belgique, s'associant à la politique des sanctions de ses gouvernements, proclama le boycott de l'Italie. La *Fédération syndicale internationale* approuva la position prise par ses centrales nationales.

Considérant, - peut-être non sans raison, - que les sanctions n'étaient pas appliquées avec la rigidité qu'on attendait, chaque matin, *L'Humanité* protestait contre la «*trahison envers l'Éthiopie*», et demandait à la classe ouvrière française de se substituer à sa bourgeoisie pour faire respecter les décisions de la *Société des Nations*. Toutefois, cette indignation bolcheviste s'arrêtait aux frontières de la Russie, car, si tous les organes communistes du monde condamnaient la carence des gouvernements démocratiques et des organisations syndicales, les ouvriers de l'U.R.S.S. continuaient à alimenter en blé et en pétrole les troupes italiennes d'Éthiopie. Chaque semaine des bateaux quittaient les ports de la mer Noire à destination de l'Afrique, et le *Parti communiste français* conservait un étrange silence sur cette aide à M. Mussolini qu'il dénonçait comme une trahison lorsqu'elle s'exerçait dans d'autres pays que la Russie.

Tout cela, M. Léon Jouhaux le savait en fin d'année 1937. Sir Walter Citrine refusant de se rendre de nouveau en U.R.S.S. pour ouvrir les négociations en vue de l'adhésion des syndicats russes à la F.S.I., M. Léon Jouhaux accepta de partir pour Moscou et d'y préparer le terrain pour cette nouvelle alliance entre les syndicats démocratiques et la dictature du prolétariat.

Le fruit n'était sans doute pas assez mûr: la tentative bolcheviste échoua. Dans sa conférence internationale, la F.S.I. repoussa les propositions défendues en faveur des syndicats russes par le secrétaire général de la C.G.T. française, et les travailleurs russes sont encore pour l'instant en dehors de «*la grande famille ouvrière internationale*». Pour combien de temps?

Ce fait, insignifiant à première vue, est d'une importance capitale, bien qu'il paraisse secondaire à tous ceux qui ne connaissent que superficiellement le mouvement syndical français. Il démontre, en outre, le chemin parcouru par le bolchevisme en moins de dix-huit mois. En 1935, toute la C.G.T. se serait dressée unanime pour protester contre l'adhésion éventuelle des syndicats russes à la *Fédération syndicale internationale*. En 1937, c'est elle qui parraine un candidat, considéré comme indésirable un an auparavant par celui-là même qui accepte de le porter sur les fonts baptismaux.

Commence-t-on à comprendre tout le danger de la colonisation bolcheviste qui poursuit lentement son œuvre d'asservissement mondial du prolétariat?

Jules CHAZOFF.
